



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE (ex Terralys/ex Agro Dév)

(ex Terralys/ex Agro Dévelop)
38 av Jean Jaurès
78440 Gargenville

Références : UID4243-DSSP-025-423
Code AIOT : 0006105179

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE (ex Terralys/ex Agro Dév) implanté LES ALLERYS 42590 Saint-Priest-la-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre d'une réunion à l'initiative de l'exploitant, pour la présentation d'un plan d'action permettant de mettre en conformité la capacité de rétention des eaux polluées du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE (ex Terralys/ex Agro Dév)
- LES ALLERYS 42590 Saint-Priest-la-Roche
- Code AIOT : 0006105179
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Odeur
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plainte d'un tiers	Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 10	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Optimisation du D9A	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un PAC sera transmis à l'inspection afin de valider la proposition de l'exploitant concernant le calcul de la capacité de rétention des eaux d'extinction.

Un plan d'action sera envoyé à l'inspection afin de répondre aux éléments de la plainte reçue concernant des nuisances olfactives et des poussières générées par l'activité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Optimisation du D9A

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les eaux résiduelles polluées, et notamment les eaux ayant ruisselé sur les aires [...] et les eaux de procédé, y compris les eaux d'extinction d'incendie, sont dirigées vers les bassins de confinement, dont la capacité a été dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 07/03/24, l'inspection avait demandé à l'exploitant de calculer le volume nécessaire au confinement des eaux polluées en cas d'incendie sur son site, en utilisant la règle de calcul D9. En effet, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir un justificatif attestant de la suffisance des capacités de rétention des eaux polluées sur son site (internes et externes), notamment en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant a donc fait réaliser une étude de dimensionnement de son système de rétention</p>

associé au calcul du volume nécessaire à l'extinction d'un incendie par l'APAVE, qui a produit un rapport en date du 27/01/25. Un déficit de rétention de 280 m³ a été mis en évidence dans ce rapport (en considérant la mise en place de batardeaux dans le bâtiment de compostage). L'exploitant a donc étudié plusieurs pistes d'amélioration, mais souhaite alléger le dimensionnement du D9A au regard de la typologie des déchets qui sont utilisés dans le process de compostage. En effet, il lui paraît inopportun de considérer le bâtiment principal avec un facteur de risque de niveau 2, alors que le site composte des déchets avec un pourcentage d'humidité très élevé, et que la partie compostage (la plus à risque en termes d'incendie) ne concerne qu'une moitié du bâtiment principal.

Lors de la visite du 13/11/25, l'exploitant a donc présenté un dossier permettant de mettre en conformité sa capacité de rétention, notamment en ce qui concerne la prise en compte des surfaces de référence utilisées pour le calcul du D9A. En particulier, le stock tampon de structurant de 100 m² situé à côté du bâtiment principal doit être pris en compte dans le calcul de la surface de référence, puisque ce stock est amené à se renouveler régulièrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de valider le mode de calcul proposé par l'exploitant, il lui est demandé d'intégrer sa présentation dans un porter-à-connaissance, qui sera transmis à l'inspection sous 2 mois et acté par un arrêté préfectoral complémentaire. L'avis du SDIS sera également sollicité par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plainte d'un tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2011, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux d'odeurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit la liste des principales sources odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues et, après caractérisation de celles-ci, réalise une étude de dispersion qui en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser pour permettre de respecter les objectifs de qualité de l'air et d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains.

Le débit d'odeur rejeté doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine dans un rayon de 3000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2%.[...]

En cas de non-respect de la limite de 5 uoE/m³ dans les conditions mentionnées ci-dessus, les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation.

[...] Les contrôles des débits odeurs sont réalisés tous les ans.

Constats :

Le 28 août 2025, l'inspection a été destinataire d'une plainte déposée par un tiers à l'encontre du site de compostage INVEKO, pour des nuisances olfactives, des poussières et des mouches en quantité.

L'inspection a donc interrogé l'exploitant du site sur les actions mises en œuvre sur le site pour éviter la formation d'odeurs et de poussières sur son site.

Ainsi, suite à de nombreuses plaintes de riverains en 2018 et 2019 liées aux odeurs dégagées par la plateforme de compostage, l'exploitant a mis en place les actions correctives suivantes :

- fermeture complète du bâtiment principal sur toutes les faces, permettant de confiner les odeurs issues de la maturation du compost et des zones de déchargement des boues;
- mise en place d'un système d'éolage en deux points du bâtiment principal permettant d'extraire l'air vicié et de le propulser dans l'atmosphère à une hauteur de 50 mètres;
- maintien d'un niveau bas dans les bassins de stockage des jus et curage régulier des bassins afin d'éviter la création d'odeurs;
- réalisation de mesures d'odeurs annuelles imposées par l'arrêté préfectoral : la dernière a été effectuée en 2025 et est conforme aux valeurs limites réglementaires. Une baisse des niveaux d'odeurs est même constatée depuis plusieurs années;
- retournements des andains en extérieur fait en fonction de la météo et du sens du vent lorsque cela est techniquement faisable;
- fermeture des portes rapidement après le déchargement des boues sur les quais de réception des boues liquides et solides;
- stockage des matières les plus odorantes en bâtiment; seuls les déchets verts bruts sont stockés en extérieur, ainsi que le produit fini ou en fin de maturation;
- gestion précise des lots de compost avec un suivi de la montée en température et une aération régulière permettant de casser les molécules odorantes;
- implantation de haies autour du site afin de d'empêcher la dispersion des odeurs et la propagation des poussières.

L'exploitant explique qu'il est tout à fait volontaire pour mettre en place toutes les mesures qui seront techniquement et économiquement possibles pour faire cesser les odeurs. Il n'était pas informé de cette plainte. L'exploitant a depuis plusieurs mois demandé à la mairie de St Priest la Roche de lui faire remonter toutes les remarques ou plaintes des riverains à l'encontre de son site, afin que les actions correctives nécessaires puissent être mises en œuvre.

Au regard des éléments de la plainte, l'exploitant propose de travailler sur les pistes d'amélioration suivantes :

- éviter l'arrosage des andains avec les jus des bassins et travailler plutôt avec des eaux pluviales ou du réseau, voire ne pas arroser;
- augmenter la fréquence de maintenance des filtres des installations de traitement de l'air;
- augmenter la fréquence curage des bassins;
- intervertir la localisation de la zone andains avec celle du stockage des déchets verts (située derrière le bâtiment principal) de manière à limiter au maximum les envols de poussières et la dispersion des odeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un plan d'action associé à un échéancier de travaux permettant de mettre un terme aux nuisances ressenties par les tiers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois